

## COMPTE RENDU DU CDAS DU 13 SEPTEMBRE 2016

A l'ouverture de la séance, la CGT Finances a lu la déclaration liminaire suivante :

« Durant plus de quatre mois, le monde du travail a relevé la tête pour prendre la parole dans les manifestations, dans les entreprises, dans les services. Il a montré sa détermination pour le retrait de la loi contre le « travail ».

Pour imposer sa loi de régression sociale, le gouvernement, isolé et minoritaire, a réprimé le mouvement social et a dû recourir par trois fois à l'article 49-3, l'arme la plus antidémocratique de la Constitution.



La CGT, soutenue par une large majorité de la population, réaffirme son opposition à ce projet et la nécessité de créer de nouveaux droits pour les salariés, privés d'emploi, étudiants, lycéens, retraités. Plus d'un million de personnes ont, par ailleurs, participé à la votation citoyenne et signifié leur rejet de ce projet.

Les mobilisations initiées depuis quatre mois n'ont pas été entendues par ce gouvernement. Qu'à cela ne tienne ! La détermination, malgré le passage en force à l'Assemblée Nationale, reste intacte.

L'abrogation de la Loi travail reste à l'ordre du jour, de même que la défense des services publics et des statuts qui y sont indissociablement liés.

La CGT Finances appelle les personnels à se mobiliser massivement le 15 septembre 2016 pour :

- L'abrogation de la loi El Khomri
- La réduction du temps de travail à 32 heures
- L'augmentation des salaires
- L'abandon de PPCR, du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire
- Le maintien du statut général des fonctionnaires et de nos règles de gestion
- L'arrêt des suppressions d'emplois aux Finances, la création des emplois nécessaires et le comblement immédiat des vacances d'emplois

- *L'abandon du projet de prélèvement à la source*
- *Le maintien d'un service public de proximité, l'arrêt des restructurations et fermetures de services. A ce titre, la mise en place progressive du nouveau Code des Douanes européen qui prône la facilité des échanges commerciaux internationaux par l'absence de contrôle fait sa première victime dans l'Yonne. La Directrice Générale de la DGDDI a annoncé la fermeture du bureau des Douanes d'Auxerre*

*Concernant l'action sociale, suite aux groupes de travail qui se sont tenus début 2016, la CGT Finances tient à rappeler certaines exigences :*

- *Restauration : En l'absence de restauration collective dans l'Yonne, nous revendiquons une participation à hauteur de 60 % de l'Etat employeur au titre des tickets restaurant*
- *Logements : Nous constatons que la province dispose de peu de logements sociaux. Ici, à Auxerre, la Douane, à travers l'EPA Masse des Douanes, dispose d'une cité de 16 logements pas tous occupés. Le Conseil d'Administration de la Masse a décidé d'exclure les non douaniers de cette cité. A titre d'exemple, une locataire âgée de 80 ans, retraitée des Finances, est concernée par cette future expulsion.*
- *Aide à la parentalité : 80 % des agents des Ministères Economiques et Financiers sont exclus du dispositif CESU 0-6 ans. Nous demandons la mise en place du barème CESU 6-12 ans pour les CESU 0-6 ans.*
- *Prestations EPAF : Les tarifs des colonies de vacances sont en hausse, ce qui entraine une baisse des colons. Simple logique mathématique, pendant que les tarifs des colonies augmentent, la valeur du point d'indice stagne!! Alors que l'on constate un manque d'entretien de certaines résidences de vacances de la part de l'Etat propriétaire, nous notons l'augmentation du tarif « Vacances Famille » en haute saison.*



***Conséquence, ce sont toujours les mêmes qui trinquent !!! »***



En réponse à notre déclaration, le Président précise que les effectifs douaniers vont être renforcés, les Finances Publiques vont contribuer à ce renforcement. Il a simplement oublié de préciser que seuls les services de surveillances (agents en tenue) le seront et que les bureaux des Douanes vont, comme les services des Finances Publiques, subir des suppressions d'emplois, voire des fermetures de services.

La CGT Finances quant à elle refuse catégoriquement que l'Administration se permette de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Elle continue et continuera de revendiquer un réel service public de qualité et de proximité.

Concernant l'aide à la parentalité, la différence dans le barème des CESU s'explique par le fait que les CESU 0-6 ans sont des prestations interministérielles (moins favorables) alors que les CESU 6-12 ans sont des prestations ministérielles Finances (plus favorables).

Nous avons ensuite abordé l'ordre du jour de ce CDAS

### **APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 4 AVRIL 2016**

La CGT Finances 89 n'a pas pris part au vote.

En effet, cette réunion s'est déroulée en plein mouvement social contre la loi El Khomri, combattue par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires. De ce fait, il aurait été logique que le CDAS du 4 avril 2016 soit boycotté par l'ensemble des organisations syndicales. Hélas, seule la CGT Finances 89 a pris ses responsabilités !!



### **REFLEXION SUR LES ACTIONS BUDGET INITIATIVES LOCALES (BIL)**

La déclaration liminaire de la CGT Finances 89 relève les points de désaccords existants entre les organisations syndicales et les Administrations de Bercy sur les grandes orientations de l'action sociale.

#### ➤ Restauration :

Nationalement, le coût moyen par agent et par an est de :

- ✓ 516 €/agent pour les tickets restaurant ;
- ✓ 346 €/agent pour la restauration collective

La CGT Finances revendique une restauration collective de qualité. A défaut, la CGT Finances exige que l'Etat employeur participe à hauteur de 60 % au financement des titres restaurant.

Le Président du CDAS estime que la mise en place d'une restauration collective interministérielle dans l'Yonne aurait du sens.

#### ➤ Logements :

Si globalement le système du logement ALPAF fonctionne bien, il y a des problèmes en province.

Le parc de logements a augmenté de 5 % en Ile de France et de 19 % en province, mais avec de grosses disparités en fonction des régions.

Suite à l'intervention de la CGT Finances concernant les expulsions annoncées de locataires « tiers » dans les logements de la cité des Douanes d'Auxerre, le Président et la Délégation du CDAS de l'Yonne se sont interrogés sur le bien-fondé de cette initiative antisociale de la part de l'Administration des Douanes.

➤ Vacances/Loisirs :

Entre 2010 et 2015, le nombre de séjours enfants a baissé de 18,7 % !!! La CGT Finances regrette que les réelles raisons de cette baisse aient été écartées : augmentation du prix des séjours, gel du point d'indice pendant plus de 6 ans, difficultés pour certains parents de se rendre aux points de rassemblement pour les départs en colonies.

Concernant les séjours vacances familles, la CGT Finances dénonce l'inadéquation entre l'offre et la demande dans les résidences EPAF. **Alors que nous avons fêté cette année les 80 ans des congés payés, de plus en plus d'agents se privent de vacances face aux difficultés financières.**



### PROJET D'ACTIONS 2017

Le CDAS valide les propositions d'actions faites lors du groupe de travail du 16 juin 2016 :

1. LE PAL en juin 2017
2. Hospices et archéodrome de Beaune début septembre 2017
3. Château de Versailles fin septembre 2017
4. Palais Garnier en octobre 2017

### INFORMATIONS DU SECRETARIAT GENERAL

- ✓ Prêts pour l'amélioration de l'habitat :

Les travaux concernant la pose de stores ban, de pergola, d'abris voiture rentrent désormais dans les dépenses éligibles.

- ✓ Tickets restaurant :

La dématérialisation des titres restaurant va être effective début 2017.

La carte sera utilisable du lundi au vendredi, exception faite pour les douaniers de la branche surveillance qui travaillent le week-end. Le montant maximal des dépenses journalières est fixé à 19 euros.

Pour toutes informations, vous pouvez vous rendre sur le site internet du prestataire « APETIZ ».

### QUESTIONS DIVERSES

Face à l'absence de réponse à leurs revendications, les assistantes de service social du Ministère prolongent leur action .

Vos représentants au CDAS de l'Yonne :  
Nathalie ARNASSAND (DDFIP)  
Christophe BOUDOT (Douane)  
Caroline GERMAIN (DDFIP)  
Didier BOURIGAULT (Douane)